

SITUATION POLITIQUE

Les critiques de Hamrouche

En participant hier à l'université d'été de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA), qui se déroule actuellement à Boumerdès, Mouloud Hamrouche s'est montré plus critique que jamais. Sur la situation actuelle de l'université algérienne — thème principal de sa communication — mais aussi sur le système politique en crise depuis une quinzaine d'années.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Nous sommes à l'intérieur de la crise et toutes les solutions qui ont été apportées n'ont fait qu'aggraver cette crise. C'est l'impasse et toutes les solutions restent à l'intérieur de cette impasse (...) Durant 15 ans, on a essayé de briser le cercle de la crise de l'extérieur sans succès.

Il faut aujourd'hui briser ce cercle de l'intérieur. Mouloud Hamrouche livrait hier ce constat à un groupe de journalistes présents à l'occasion de l'université d'été de l'UNEA, organisation estudiantine proche du FLN.

Selon lui, la charte de la réconciliation nationale et le projet de révision constitutionnel sont les exemples types de solutions «aggravantes».

Sauf que pour l'heure, l'ex-chef du gouvernement n'a aucune solution

à proposer pour sortir de cette impasse. «Actuellement, nous n'en sommes pas au stade des propositions. Lorsque le pays sera prêt, il y aura plusieurs alternatives (...) à ce moment-là, beaucoup de volontés s'exprimeront pour apporter leur contribution», précise-t-il.

Sur le plan de la pratique politique, la situation est des plus alarmantes. «Il est facile de porter des jugements sur les partis politiques.

Il y a certes les faiblesses liées à l'incapacité des hommes mais il y a surtout ce système qui interdit la pratique politique et transforme les hommes en antipolitiques et en apolitiques.

Ce système broie les initiatives et les bonnes intentions. Le champ politique est fermé. Il n'y a plus de partis politiques mais des relais», indique Hamrouche. Interrogé sur la situation qui prévaut au



FLN et sur l'existence d'un courant «hamrouchien» au sein de cette formation, l'ex-chef du gouvernement s'est refusé à répondre. «Je me refuse à parler d'un parti en particulier», s'est-il contenté de dire.

Il commentera par ailleurs la parution, dans la dernière édition du Journal officiel, des déclarations de patrimoine de Ahmed Ouyahia et de El Hachemi Djar. «Je vais

faire deux commentaires sur cette question. Le pre-

mier est que ces deux personnes n'ont fait que respecter la loi.

Ensuite, ce geste n'a aucune portée politique puisque l'opinion publique ne croit pas en ces déclarations de patrimoine.

Car, en l'absence d'une administration fiscale efficace, le contenu de ces déclarations n'est pas vérifiable. Le secteur économique souffre lui aussi du manque de volonté politique. Il citera en exemple le cas de la privatisation des entreprises publiques.

«La privatisation est une affaire sérieuse mais les mesures prises n'ont pas été étudiées et les politiques refusent aujourd'hui encore d'assumer leurs responsabilités.»

En fait, c'est toute la problématique de la compétence de l'élément

humain que Mouloud Hamrouche a abordée durant la matinée d'hier devant les participants de l'université d'été de l'UNEA. En présentant une communication sur le «rôle de l'université dans la construction de la société», il a, une fois de plus, dressé un tableau des plus noirs.

«Lors de mon passage à la tête de l'exécutif, nous avons tenté de réformer l'université. Nous voulions un système universitaire totalement indépendant des cercles politiques, débarrassé de la tutelle d'un ministère et de l'administration.

Mais voilà, l'université est aujourd'hui paralysée par la peur, une peur qui interdit tout débat contradictoire.»

T. H.

RECENTS AMENDEMENTS DE LA LOI SUR LES HYDROCARBURES «Ils ont réduit la transparence»

Mouloud Hamrouche s'est dit satisfait de la nouvelle loi sur les hydrocarbures car certaines dispositions devaient assurer «plus de transparence».

Mais selon lui, la récente modification de ce texte de première importance a eu l'effet inverse. «Les amendements intro-

duits n'ont pas traité les aspects négatifs de cette loi, notamment ceux liés à la propriété des champs pétroliers. Au contraire, ces modifications ont fait que la gestion des hydrocarbures est moins transparente».

T. H.

UNIVERSITE

Revoilà le spectre de la grève

A moins de vingt jours de la rentrée universitaire 2006/2007, prévue pour le 3 septembre prochain en raison du débrayage mené par les enseignants du supérieur, lors de la saison précédente, le spectre de la grève plane sur l'université.

Réuni en conférence nationale les 14 et 15 août derniers, le Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) avertit sur une rentrée universitaire qui pourrait être très agitée et perturbée si la tutelle ne se dépêche pas à prendre les mesures nécessaires pour répondre concrètement aux revendications exprimées par les 19 établissements en grève.

Clairement, le mouvement de grève, bloqué par la période des vacances, ne s'est pas estompé, selon le communiqué du Cnes, mais promet de mobiliser davantage les enseignants pour la prochaine saison. Insatisfait

de la démarche entreprise par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), pour le règlement du conflit avec les enseignants en grève, le Cnes maintient également sa position de lutte jusqu'à la satisfaction de l'ensemble de ses revendications.

Les dernières augmentations de salaire annoncées en grande pompe par la tutelle en juin, et qui ont été, effectivement, appliquées, «sont insignifiantes», selon le Cnes. Tandis que l'augmentation spécifique promise pour juillet n'est toujours pas versée aux intéressés. Par ailleurs, les enseignants considèrent que le décret sur les logements «est entouré d'ambiguïtés».

Entraînés depuis des années dans un langage de sourds de la part de la tutelle, les enseignants refusent désormais de faire les frais de la mauvaise gestion du secteur



de l'enseignement supérieur. Ils sont déterminés à faire valoir leurs droits, malgré les pressions exercées sur les représentants syndicalistes.

«Plus que jamais, nous sommes déterminés à faire aboutir nos revendications et exprimons en même temps notre disponibilité à l'ouverture de véritables négociations entre le MESRS et nos

représentants», lit-on dans le communiqué sanctionnant la conférence nationale. Insistant sur la gestion de l'université, le Cnes fait part du refus de la tutelle à donner suite positive à toutes les propositions des enseignants dans le contexte de la réforme universitaire.

«Dans la pratique, la gestion de l'université est plus que jamais caracté-

risée par l'autoritarisme administratif et la coercition», indique le communiqué. Cette même logique a conduit «au relèvement de cinq chefs d'établissement de leur poste, dans le contexte de la grève». Du côté des enseignants, ceux de l'intérieur du pays sont les plus visés par les sanctions administratives, les privant, notamment, de bourses d'études, de

stages, outre les retards dans le paiement des salaires.

Une situation de marasme qui légitime le combat des enseignants qui rappellent à la tutelle le danger qui guette la prochaine rentrée universitaire. Une rentrée des plus difficiles vu l'invalidation de la précédente saison et du blocage des examens dans plusieurs universités.

En termes de statistiques, 240 000 étudiants s'apprêtent en septembre à passer leurs examens et 220 000 nouveaux bacheliers attendent leurs places pédagogiques.

En somme une belle pagaille. La prochaine rencontre du Cnes est programmée pour les 28 et 29 août prochains, pour structurer et organiser ses actions. D'ici là, la tutelle pourrait également afficher sa disponibilité à négocier... mais concrètement !

Rosa Mansouri